



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

21893

15 p.
table

Junior Entreprise Inscae
J.E.I

ENQUETE
SUR

**LES BESOINS DES ENTREPRISES
1996**

CONFIEE A LA JEI PAR L'ONUDI

I- OBJECTIFS ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE :

A- Objectifs :

Face aux contraintes entravant le développement et compétitivité des industries à Madagascar, l'enquête ONUDI se fixe un double objectif:

- permettre aux industriels de préciser certaines difficultés spécifiques en matière d'information, de communication et de relations avec les tiers (Administrations, banques, prestataires de services, autres entreprises partenaires ou concurrents, clientèle étrangères ...);
- permettre aux chefs d'entreprise de préciser et de hiérarchiser les mesures et les actions d'appui qui pourraient les aider à lever certaines contraintes et à améliorer leurs perspectives de développement.

Les résultats de cette enquête, hiérarchisant les besoins des entreprises, permettront de mieux orienter les actions de l'ONUDI en faveur des entreprises industrielles à Madagascar.

B- Déroulement de l'enquête:

L'enquête s'est déroulée en deux étapes :

1)- La première étape :

Elle s'est déroulée de la dernière semaine du mois de Juillet 1996 jusqu'au mi-October; 10 enquêteurs de la JEI y ont participé.

La JEI avait comme attribution de réaliser l'enquête industrielle EAI 1996 auprès de 155 entreprises sises à Antananarivo.

Cette enquête, destinée à actualiser le recensement industriel mené en 1995, à évaluer les performances des entreprises et à préciser leurs comportements, leurs conditions actuelles d'activité et leurs perspectives, comportait deux volets:

- un volet quantitatif composé de sept modules (états financiers 95, main d'oeuvre, matières premières et autres charges externes, ventes, investissements, actifs immobilisés);
- un volet qualitatif comptant cinq modules (conditions d'activité, exportation, environnement financier, main d'oeuvre, politique économique).

2)- La deuxième étape :

Cette deuxième étape, coordonnée directement par le Projet ONUDI d'Appui au développement de la PME/PMI, a débuté vers la dernière semaine du mois d'October pour prendre fin au début du mois de Février.

Seize enquêteurs ont été engagés par la JEI pour réaliser une enquête sur " les besoins de entreprises " auprès de 190 entreprises représentatives du secteur industriel malgache et concernant l'ensemble des entreprises :

- du secteur formel employant au moins 10 salariés;
- en activité à Antananarivo ou en province;
- et exerçant principalement une activité manufacturière.

Cette enquête ONUDI, faisant suite à l'enquête industrielle EAI 1996, venait compléter la partie qualitative du questionnaire MADIO relative aux conditions d'activité des entreprises et à leur environnement économique et financier.

C- Difficultés rencontrées :

Cette enquête a connu certaines difficultés lors du remplissage du questionnaire. Ces difficultés se sont présentées au niveau du questionnaires même et au niveau des entreprises.

1)- Difficultés méthodologiques :

Au niveau du questionnaire, il y a eu deux principales difficultés.

La première difficulté c'est le remplissage du questionnaire sur le volet quantitatif, car les informations demandées ne correspondent pas directement aux données dont dispose l'entreprise. Ceci oblige le responsable à rechercher les données et de les transformer pour pouvoir remplir le questionnaire correctement. Or, il n'a pas beaucoup de temps pour faire cette transformation.

La deuxième difficulté concerne le niveau du volet qualitatif. Il arrive parfois que la formulation des questions que ce soit ouvertes, à choix multiples ou fermées ne permette pas au responsable de bien saisir le sens de la question ou que les propositions dans les questions à choix multiples ne le permettent pas d'exprimer ses idées.

2)- Difficultés au niveau des entreprises :

Les difficultés au niveau des entreprises sont nombreuses mais, on peut les regrouper en trois catégories.

L'une des difficultés qu'on rencontre souvent dans ce genre d'enquête c'est la disponibilité des responsables à remplir le questionnaire. Il arrive parfois que l'enquête arrive au moment où l'entreprise fait son inventaire, en période de haute saison pour la production, en période de fermeture annuelle ou des congés des dirigeants.

Les opérateurs malgaches hésitent à fournir des informations sur les états financiers, car ils les jugent confidentielles.

Certains chefs d'entreprises sont réticents parce qu'ils pensent que le fait de remplir ce questionnaire n'apporte rien à l'entreprise. Pour le cas de l'ONUDI, ils pensent qu'il n'y a pas d'actions immédiates à leur égard.

II- RESULTATS SOMMAIRES :

On montre ici les résultats obtenus d'un premier traitement des données que la JEI dispose. Ces résultats permettent déjà d'avoir une idée de l'orientation du résultat définitif.

- Activité principale de l'entreprise:

MODALITES	REPONSES	%
Industrie Alimentaire	25	19,4
Industrie des Boissons	8	6,2
Textile et Confection	27	20,9
Industrie du Bois	16	12,4
Papeterie et Edition	17	13,2
Industrie du cuir	1	0,8
Industrie Chimique et corps gras	17	13,2
Matériaux de construction	2	1,6
Industrie Métallique	6	4,7
Industrie Electrique	2	1,6
Industries diverses	8	6,2

- Activité secondaire :

MODALITES	REPONSES	%
Industrie Alimentaire	9	26,5
Industrie des Boissons	2	5,9
Textile et Confection	3	8,8
Industrie du Bois	6	17,6
Papeterie et Edition	2	5,9
Industrie du cuir	2	5,9
Industrie Chimique et corps gras	2	5,9
Industrie Métallique	3	8,8
Industrie Electrique	1	2,9
Industries diverses	4	11,8

- Forme juridique:

MODALITES	REPONSES	%
Entreprise individuelle	10	6,99
Société anonyme	65	45,45
Société à responsabilité limitée	64	44,76
Autres	4	2,80

- Régime fiscal :

MODALITES	REPONSES	%
Droit commun	84	58,74
Code des investissements	30	20,98
Zone franche	29	20,28

- Participation étrangère au capital social :

MODALITES	REPONSES	%
Chine	1	0,70
France	43	30,07
Grèce	1	0,70
Honk-Kong	1	0,70
Italie	1	0,70
Maurice	4	2,80
Pakistan	1	0,70
Royaume-Uni	3	2,10

- Appartenance à un groupement ou une association d'entreprises :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	61	42,66
Non	82	57,34

- Type de groupement ou association :

MODALITES	REPONSES	%
GEM	19	31,15
SIM	15	24,59
Autres	27	44,26

- Difficultés en matière d'information et de documentation :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	100	69,93
Non	43	30,07

- Service de documentation interne :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	38	26,57
Non	105	73,43

- Connaissance des sources de documentation externe :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	65	61,90
Non	38	36,19

- Sources d'informations utilisés :

MODALITES	REPONSES	%
Centres de documentation	30	20,98
Associations ou groupements professionnels	43	30,07
Chambres de Commerce et d'Industrie	16	11,19
Autres entreprises de votre secteur d'activité	51	35,66
Bureaux d'études et de conseil	31	21,68
Particuliers (relations familiales ou relations d'affaires)	74	51,75

Relations de conseil :

MODALITES	REPONSES	%
Des professionnels de mon secteur	53	37,06
Des associations ou groupements professionnels	25	17,48
De cabinets de consultants	48	33,57
D'organismes d'appui technique de l'Etat	3	2,10
De particuliers (famille, amis)	47	32,87
De relations d'affaires	70	48,95

- Relations avec l'Administration :

MODALITES	REPONSES	%
Ministère de l'industrie, du Commerce et de l'Artisanat	110	76,92
Ministère de l'Economie et du plan	13	9,09
Ministère des finances et du budget	99	69,23
Ministère de l'agriculture et du Développement Rural	21	14,69
Ministère de l'Energie et des Mines	9	6,29
Ministère du travail et lois sociales	62	43,36
Ministère de l'enseignement technique et formation professionnelle	5	3,50
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche sci	3	2,10
Justice et affaire judiciaires	4	2,80
Transports	6	4,20
Postes et télécommunications	15	10,49
Travaux Publics et aménagement du territoire	2	1,40
Autres	4	2,80

- Fréquence des relations avec l'Administration :

MODALITES	REPONSES	%
Sans réponses	1	0,70
Une fois par mois ou plus	70	48,95
Une fois par trimestre	32	22,38
Une ou deux fois par an	40	27,97

- Difficultés générales des relations avec l'Administration :

MODALITES	REPONSES	%
Sans réponses	6	4,20
La complexité des procédures et autorisations diverses à obtenir	94	65,73
La multiplicité des textes et législations en vigueur	22	15,38
L'existence d'applications sélectives et parfois contradictoires	21	14,69

- Difficultés particulières :

MODALITES	REPONSES	%
La complexité et le poids du régime fiscal	72	50,35
L'absence d'un cadre juridique cohérent, stable et sécurisant	71	49,65
La complexité et la lourdeur du régime des douanes	59	41,26
L'inadaptation du régime de la propriété foncière	4	2,80
La complexité et l'inadaptation de la réglementation du travail	8	5,59
L'absence de régime fiscal incitatif pour les PME/PMI	39	27,27
Autres	5	3,50

- Difficultés des relations avec les banques :

MODALITES	REPONSES	%
Difficultés pour trouver des banques s'intéressant aux projet industriels...	46	32,17
Manque de confiance des banques à l'égard des industriels...	72	50,35
Difficultés pour trouver des institutions financières...	31	21,68
Grande difficulté pour obtenir des prêts à moyen ou long terme...	71	49,65
Inexistence d'instruments financiers spécifiques pour les PME/PMI	31	21,68
Faible capacité des banques à évaluer les projets ...	13	9,09
Complexité des normes et procédures bancaires ...	59	41,26
Forte centralisation des décisions d'octroi de crédit ...	12	8,39
Autres difficultés	2	1,40

- Relations régulières avec d'autres entreprises :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	100	69,93
Non	43	30,07

- Types d'entreprises recherchées pour ces relations :

MODALITES	REPONSES	%
Les autres entreprises de votre secteur d'activité	67	46,85
Vos partenaires de sous-traitance	42	29,37
Les entreprises du groupe familial	30	20,98
Quelques entreprises, au gré des relations personnelles	51	35,66

- Situation de concurrence sur le marché local :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	103	72,03
Non	40	27,97

- Types de concurrents :

MODALITES	REPONSES	%
D'autres entreprises produisant à Madagascar	87	84,47
D'importations	39	37,86

- Concurrents locaux :

MODALITES	REPONSES	%
Des entreprises "informelles"	23	26,44
De petites entreprises du secteur "formel"	10	11,49
De moyennes entreprises	39	44,83
De grandes entreprises	15	17,24

- Concurrents étrangers : (premier)

MODALITES	REPONSES	%
Chine	3	7,89
France	11	28,95
Allemagne	4	10,53
Indonésie	1	2,63
Japon	1	2,63
Maurice	1	2,63
Afrique du Sud	2	5,26
Espagne	1	2,63
Europe	4	10,53
Asie	6	15,79
Asie du Sud-Est	4	10,53

- Concurrents étrangers : (second)

MODALITES	REPONSES	%
Chine	1	2,63
France	7	18,42
Indonésie	1	2,63
Italie	2	5,26
La Réunion	1	2,63
Afrique du Sud	5	13,16
Europe	4	10,53
Asie	4	10,53

- Difficultés d'accès aux marchés étrangers:

MODALITES	REPONSES	%
L'absence d'information sur les marchés potentiels à l'extérieur	46	32,17
L'éloignement des marchés étrangers et le coût des transports	45	31,47
Les difficultés d'accès aux marchés étrangers	34	23,78
La complexité des démarches administratives liées à l'export	23	16,08
Les barrières douanières protégeant les marchés étrangers	12	8,39
Le caractère contraignant des normes internationales ...	36	25,17
La difficulté d'obtenir des systèmes d'aide à l'exportation	14	9,79
La capacité de production de l'entreprise est trop limitée .	35	24,48
Types de biens fabriqués difficilement exportables	18	12,59
Pas de contraintes	17	11,89

- Utilisation de sous-traitance :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	48	33,57
Non	95	66,43

- Satisfaction à l'égard des preneurs d'ordre :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	34	70,83
Non	14	29,17

- Avantages attendus de la sous-traitance :

MODALITES	REPONSES	%
Confier des travaux spécifiques à des entreprises spécialisées	17	50,00
Obtenir une meilleure qualité des produits sous-traités	8	23,53
Augmenter le volume des ventes sans augmenter la capacité...	24	70,59
Permet une baisse des coûts d'exploitation	6	17,65

- Difficultés rencontrées en tant que donneur d'ordre :

MODALITES	REPONSES	%
Dégradation de la qualité dans le temps	3	21,43
Non respect des normes requises	7	50,00
Non respect des délais de livraison	12	85,71
Coût trop élevé des prestations	6	42,86

- Réalisation de travaux de sous-traitance pour le compte d'un tiers :

MODALITES	REPONSES	%
à Madagascar	40	27,97
à l'étranger	16	11,19

- Difficultés rencontrées en tant que preneur d'ordre :

MODALITES	REPONSES	%
Pénétration difficile du marché de la sous-traitance	6	10,71
Méconnaissance des entreprises étrangères	6	10,71
Caractère aléatoire du marché de la sous-traitance ...	25	44,64

- Types de partenaires avec qui les entreprises ont des difficultés de communication :

MODALITES	REPONSES	%
Les fournisseurs	49	34,27
La clientèle à Madagascar	23	16,08
Les clients sur les marchés étrangers	25	17,48
Les entreprises concurrentes	35	24,48
les banques	71	49,65
Les partenaires de sous-traitance	5	3,50
Les administrations	96	67,13
les organismes d'information et de documentation	26	18,18
Les organismes de conseil	7	4,90

- Amélioration de l'approvisionnement :

MODALITES	REPONSES	%
Un plus grand choix de fournisseurs en produits locaux à Mad	51	35,66
Une meilleure information sur les fournisseurs ...	19	13,29
Un meilleur accès aux fournisseurs à l'étranger	24	16,78
Une amélioration des conditions d'acheminement	32	22,38
La création d'une centrale d'achat de matières premières	21	14,69
Un meilleur accès aux devises	22	15,38
Un meilleur accès aux crédits bancaires	39	27,27
Une simplification de la réglementation et des formalités ..	50	34,97

- Dispositions permettant d'améliorer les ventes ou d'élargir le marché :

MODALITES	REPONSES	%
Une meilleure information sur les marchés potentiels ...	63	44,06
Une information sur la concurrence	47	32,87
L'amélioration des conditions d'évacuation des produits	39	27,27
Le maintien d'une fiscalité équitable pour les productions .	60	41,96
La simplification et la stabilisation des démarches ...	36	25,17
Le développement de systèmes d'aide à l'exportation	17	11,89
Un contrôle des normes et qualités à l'importation ...	20	13,99
Une information sur les normes de qualité régissant les marchés étrangers ...	9	6,29
L'adoption d'une politique nationale de qualité et de normal	32	22,38
La mise en place de mesures fiscales incitatives ...	26	18,18

- Besoin en crédit :

MODALITES	REPONSES	%
Crédit à court terme	32	22,38
Crédit à moyen terme	57	39,86
Crédit à long terme	50	34,97

- Choix des institutions financières :

MODALITES	REPONSES	%
Banques commerciales locales	103	72,03
Sociétés de capital-risque (FIARO, SONAPAR, ...)	15	10,49
Bailleurs de fonds étrangers (bilatéraux ou multilatéraux)	60	41,96
Réseaux de financement de type mutualiste	1	0,70
Autres organismes accordant des produits financiers ...	26	18,18
Relations personnelles	30	20,98

- Mesures d'amélioration de l'accès au crédit :

MODALITES	REPONSES	%
L'adoption de taux d'intérêts "raisonnables"	114	79,72
Un meilleur accueil des banques locales à l'égard des ...	41	28,67
Le développement d'instruments financiers incitatifs ...	26	18,18
La mise en place de taux d'intérêts bonifiés pour les PME/PM	46	32,17
Un assouplissement des conditions exigées	66	46,15
Le développement de mécanismes de financement à LMT	37	25,87
La mise en place de nouveaux instruments financiers	20	13,99
Le développement des caisses mutuelles d'épargne et de crédit	3	2,10
La création d'une banque régionale de développement	21	14,69

- Besoins d'appui en matière de recherche de financement :

MODALITES	REPONSES	%
Une meilleure information sur les produits financiers ...	95	66,43
Une aide à la constitution des dossiers de financement ...	28	19,58
L'identification d'intermédiaires susceptibles de fournir ..	14	9,79

- Satisfaction sur le fonctionnement du M.I.D et l'accès aux devises:

MODALITES	REPONSES	%
Oui	82	57,34
Non	61	42,66

- Nécessité d'une amélioration des prestations de l'Administration :

MODALITES	REPONSES	%
La simplification des procédures et des autorisations ...	94	65,73
La révision du CGI et la mise en place d'un régime fiscal...	90	62,94
La simplification et l'allègement du régime des douanes	49	34,27
La mise en place d'un régime juridique clair et stable ...	49	34,27
L'amélioration des infrastructures de base	35	24,48
L'amélioration du régime de la propriété foncière et de ...	12	8,39
L'amélioration de la réglementation du travail	15	10,49
La réforme des Chambres de Commerce et d'Industrie	8	5,59
L'amélioration des prestations des ministères techniques ...	27	18,88
La mise en place d'une concertation permanente entre les ...	25	17,48

Le renforcement de la décentralisation et le développement .	5	3,50
--	---	------

- Besoins en formation :

MODALITES	REPONSES	%
Ouvriers et agents d'exécution	95	66,43
Techniciens et ingénieurs	79	55,24
Personnel administratif et comptable	42	29,37
Cadres et dirigeants	48	33,57

- Types de formations prioritaires :

MODALITES	REPONSES	%
Formation technique et professionnelle	118	82,52
Formation commerciale	43	30,07
Formation à la comptabilité	20	13,99
Formation à certaines techniques spécifiques	80	55,94

- Nécessité des relations avec les autres entreprises :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	112	78,32
Non	31	21,68

- Actions en commun :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	117	81,82
Non	26	18,18

- Buts des actions en commun :

MODALITES	REPONSES	%
Favoriser le développement de relations complémentaires ...	51	43,59
Mettre en commun les informations techniques, commerciales .	57	48,72
Diffuser les informations sur les fournisseurs pour améliorer	36	30,77
Développer des centrales d'achat	19	16,24
Assurer la promotion des produits sur les marchés	18	15,38
Améliorer la qualité des produits pour accéder à de nouveaux	24	20,51
Améliorer les techniques de production	30	25,64
Améliorer l'accès aux marchés étrangers	21	17,95
Mettre en oeuvre des formations communes	12	10,26
Favoriser la concertation avec l'administration	43	36,75

- Partenariat :

MODALITES	REPONSES	%
Locale	36	25,17
Etrangère	88	61,54

- Types de partenariat :

MODALITES	REPONSES	%
Accord technique	41	33,06
Accord commercial	54	43,55
Accord financier	42	33,87
Accord de sous-traitance	37	29,84
Autres	1	0,81

- Besoin en conseil :

MODALITES	REPONSES	%
Pour les choix techniques	43	30,07
Pour la comptabilité et la gestion	15	10,49
Pour la recherche de financement et relations avec les banques	55	38,46
Pour la recherche de nouveaux marchés ou de nouveaux clients	64	44,76
Pour le choix de nouveaux employés ou la formation du personnel	19	13,29
Pour les relations avec l'administration	29	20,28
Pour l'amélioration et le contrôle de la qualité et l'adaptation...	38	26,57

- Assistance en matière de conseil :

MODALITES	REPONSES	%
Oui	135	94,41
Non	8	5,59

Types d'organismes :

MODALITES	REPONSES	%
Organismes internationaux	62	45,93
Cabinets de conseil privés	43	31,85
Associations et groupements professionnels	39	28,89
Services d'information et de documentation	43	31,85
Chambres de Commerce et d'Industrie	14	10,37
Organismes de formation	25	18,52
Organismes d'appui technique de l'Etat	15	11,11

- Informations recherchés :

MODALITES	REPONSES	%
Informations techniques	65	45,45
Informations sur les marchés intérieurs	39	27,27
Informations sur la concurrence	33	23,08
Informations sur les marchés extérieurs et sur les modalités d'accès sur ces marchés	56	39,16
Informations sur les fabricants et fournisseurs	69	48,25
Informations juridiques et fiscales	46	32,17
Informations sur les possibilités de financement offertes par les banques	65	45,45
Informations sur la comptabilité, la gestion et l'organisation ...	12	8,39

Informations en matière de recrutement du personnel ...	15	10,49
---	----	-------

- Les domaines nécessitant des actions d'appui :

MODALITES	REPONSES	%
Les relations avec l'administration	33	23,08
Le maintien d'un environnement des affaires sûr et stable	64	44,76
L'accès aux sources de financement et de crédit	66	46,15
L'approvisionnement et équipement et matières premières	47	32,87
L'accès au marché intérieur	12	8,39
L'accès aux marchés extérieurs et le développement des relations ...	47	32,87
L'amélioration des relations inter-entreprises et des conditions de concurrence	19	13,29
Le développement des relations de partenariats ...	5	3,50
Le développement des services d'informations et de conseil ..	16	11,19
La mise en place des mesures d'appui aux PME/PMI	26	18,18
Le développement d'un système de formation de base ...	20	13,99
Le développement des services de documentation et une ...	35	24,48
Le développement de services de conseil proches des entreprises	11	7,69